

a à sa table des représentants de gouvernements élus pour faire les bons choix.

### **Le bon et le mauvais**

Pas des choix qui, comme il y a de cela dix ou vingt ans, convenaient le mieux à leur bloc, à leur idéologie ou à leurs partis pris régionaux; mais des choix qui sont les bons parce qu'ils tiennent de plus en plus à une vision commune de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas.

C'est là que réside toute la force de la décision des Nations Unies de renverser l'invasion du Koweït par l'Iraq.

Le recours à la force qui a en fin de compte été décidé - et que nous avons d'ailleurs tous essayé d'éviter - n'a pas été le geste d'un pays qui voulait jouer au plus fort ou qui voulait protéger certains intérêts. Le Conseil de sécurité l'a autorisé parce qu'il le jugeait hélas nécessaire pour faire primer le concept de la prédominance du bien sur le mal dans les affaires internationales.

Sans cette autorisation, le Canada et bien d'autres partenaires de la coalition n'auraient pas eu l'appui du public pour participer à la force.

L'intervention des Nations Unies en Iraq a été vue d'un oeil tout aussi favorable au Canada qu'aux États-Unis, sauf que les motifs différaient peut-être légèrement. Aux États-Unis, on a vu dans cette intervention la victoire de la technologie de défense américaine, tandis qu'au Canada, on y a vu avec raison la victoire des Nations Unies et celle du bien sur le mal.

### **Les Nations Unies**

le Canada a toujours défendu loyalement les Nations Unies. Aujourd'hui, un regain de vigueur anime l'organisme dans la poursuite de ses objectifs et confirme la justesse de cette loyauté. Nous avons préconisé une restructuration de l'ONU pour faire face aux défis de l'heure.

Nous sommes par conséquent heureux de voir que le Conseil de sécurité, à une réunion au sommet sans précédent il y a à peine un mois, a demandé qu'on lui fasse rapport sur des moyens de renforcer l'efficacité de l'organisation mondiale. Depuis, de vastes plans de maintien de la paix ont été conçus pour deux des points les plus chauds de la planète, soit la Yougoslavie et le Cambodge. Ils coûtent cher, comme certains de vos représentants au Congrès l'ont fait remarquer hier, mais les autres options coûteraient encore plus cher. La guerre n'est pas bon marché.